

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Bolivie

Bienvenue à Evo Morales à Paris

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 8 janvier 2006

Démocratie & Socialisme

Je me suis rendu à la maison de l'Amérique latine, hier soir, vers 18 h pour saluer le nouveau Président bolivien. Quelle difficulté pour rentrer ! Il y avait bien trois à quatre cent personnes que ne pouvaient contenir les petits salons existants. Evo dut parler en haut, devant une nuée de photographes et de journalistes, d'amis aussi, tandis qu'en bas, des écrans avec rétro-projecteurs, étaient aménagés dans trois salles où la foule s'entassait, attentive.

Le militant président Evo Morales s'est présenté de façon simple et souriante, décontractée, en manche de chemise courte, refusant de parler de la tribune un peu « officielle » qui avait été aménagée. Il a tenu un discours sans emphase, sur un ton de camaraderie, sans manquer d'humour : notamment pour se défendre de toutes ces attaques d'ignorants ou de malfaisants qui circulent partout sur la production et la vente de la « coca ».

Il a parlé de tout : de la démocratie, du syndicalisme, de sa victoire électorale, d'une assemblée constituante, d'une autre fiscalité, des droits des indiens, de la nationalisation du gaz et des réserves naturelles, de ses alliés en Amérique latine (Hugo Chavez, Fidel Castro), de ses démarches internationales, il a dénoncé Bush et ses alliés, véritable axe du mal,... Cela a duré trois quarts d'heure environ avant qu'il ne cède aux exigences des photographes et ne serre les mains de ceux qui étaient venus le soutenir (en grande partie des « latino » de Paris), mais aussi quelques militants français qui, c'est la moindre des choses, peuvent comprendre l'importance historique de sa victoire et toutes les conséquences sur la situation en Amérique latine.

L'ensemble de la gauche française devrait soutenir la dynamique de la victoire obtenue par le Mas bolivien et ses alliés et ne pas regretter la « grande coalition droite-gauche » battue après avoir fait tirer à la mitrailleuse lourde en octobre 2003 contre les manifestants paysans et après avoir tout fait pour les empêcher d'imposer la nationalisation du gaz bolivien. C'est la première fois en 200 ans qu'un indien l'emporte en Bolivie contre la minorité blanche qui ne représente que 20 % du pays et l'a toujours dirigé, de coups d'état en coups d'état, de trahisons en massacres. La victoire du Mas et de ses alliés, est une victoire de l'alter-mondialisation, un exemple qui demande à être soutenu, suivi, aidé car il va se heurter à d'immenses réactions, d'immenses menaces des puissances financières mondiales.

Ajoutons qu'un pays qui nationalise le gaz cela ne peut faire que du bien dans un pays comme la France ou des dogmatiques intégristes libéraux le privatisent stupidement. Que la récente crise du gaz entre la Russie, l'Ukraine et l'Europe, fait penser plus que jamais que les ressources énergétiques ne doivent pas être laissées aux privés, aux actionnaires, aux turpitudes du marché, c'est une question vitale.

Gérard Filoche, samedi 7 janvier 2006

Ca bouge beaucoup en Amérique latine

C'est le quatrième président latino-américain poussé dehors sous la pression de la rue depuis 1997. Les effets de la mondialisation libérale n'ont pas l'air de plaire aux peuples d'Amérique du Sud qui viennent d'élire « Lula » au Brésil et défendent Hugo Chavez au Venezuela.

L'Argentin Fernando de la Rúa en 2001, le Péruvien Alberto Fujimori en 2000 et l'Equatorien Abdala Bucaram en 1997 sont ses trois prédécesseurs, écartés de leurs fauteuils par des crises économiques et sociales.

En Argentine, le président de la Rúa avait présenté sa démission le 20 décembre 2001 après une semaine d'agitation sociale sévèrement réprimée avec un bilan de 27 morts, de centaines de blessés et milliers de personnes emprisonnées.

Des journées d'extrême violence avaient précédé son départ avec des pillages de supermarchés des banlieues pauvres et d'impressionnantes manifestations au son de casseroles pour protester contre la récession qui durait depuis 43 mois plaçant le pays au bord de la cessation de paiements.

La crise politique qui précipita la chute du président péruvien Fujimori le 19 novembre 2000 avait démarré trois mois plus tôt avec la révélation de cassettes vidéo montrant son bras droit le chef des services secrets Vladimiro Montesinos, en train de corrompre un député.

M. Fujimori quitta le Pérou pour participer officiellement au Forum de coopération économique Asie Pacifique (APEC) au Brunei et devait se rendre au Panama au dixième sommet ibéro-américain. Mais le président élu seulement depuis un an pour un troisième mandat préféra se réfugier au Japon, pays d'origine de ses parents, d'où il annonça sa démission par fax avant d'obtenir la nationalité nippone.

Abdala Bucaram, qui avait accédé au pouvoir en Equateur le 10 août 1996, a été destitué en février suivant par le congrès après avoir été déclaré dans l'incapacité mentale de gouverner. Il était très impopulaire pour avoir mis en place des impôts très élevés sur des services et biens essentiels.

Enfin, au Chili, le monstrueux Pinochet est promis, pour ses nombreux crimes, à un procès tardif et sans cesse remis, tandis qu'une candidate socialiste est en passe de l'emporter...

Autre articles sur le site :

- ▶ [« Les coccaleros au pouvoir... » selon le Monde](#)